

## Il sera une fois la révolution ?

La guerre d'invasion et d'occupation des États-Unis contre l'Irak était doublement annoncée. Par le discours de Georges Bush du 20 septembre 2001 bien sûr (une semaine après les attentats de Manhattan), décrétant le monde entier en état permanent de guerre et d'exception, bien sûr. Mais, dès 1990-1991, avec le renversement du Mur de Berlin, l'unification allemande, et la désintégration de l'Union soviétique, la logique de guerre était en marche. Après ces bouleversements des rapports de force mondiaux, un nouveau partage général du monde devenait possible : contrôle des sources et des routes de l'énergie, découpage des territoires, redistribution des alliances, architecture des institutions internationales. En août 1990, avant même l'entrée des troupes irakiennes au Koweït, une réunion de haut niveau, tenue à Aspen, dans les Rocheuses, posait les premières pierres de la réorientation stratégique américaine : avec la conclusion victorieuse de la guerre froide, la priorité était désormais aux forces aériennes, aux forces d'intervention rapide, et au maintien de l'ordre impérial dans les zones turbulentes du Sud.

Contrairement aux discours de George Bush senior, annonçant l'avènement d'un ordre mondial plus juste et plus pacifique, la douzaine d'années écoulée a connu une succession de guerres chaudes (dans le Golfe, dans les Balkans, dans l'Afrique des Grands Lacs, au Moyen-Orient, en Afghanistan, en Irak à nouveau). Les inégalités n'ont cessé de se creuser, comme en témoignent l'indice de développement humain utilisé par les Nations unies ou l'empreinte écologique. La fracture

écologique s'ajoute en effet aux fractures sociales.

Le monde est donc très loin de s'homogénéiser dans un « espace lisse », contrairement au diagnostic de Toni Negri, selon lequel il n'y aurait « plus de fracture Nord-Sud », car il n'y aurait « plus de différence géographique entre les États-nations » (interview au *Monde*, 22 janvier 2002). L'accumulation planétaire du capital reste régie par la loi du développement inégal et combiné, par un mouvement de balancier entre déterritorialisation et reterritorialisation (en Europe seulement, dans la dernière décennie, 17 000 kilomètres de nouvelles frontières ont été tracés et quatorze nouveaux pays ont été admis aux Nations unies).

En dépit des délocalisations productives, les grandes firmes transnationales qui se partagent les marchés restent adossées à la puissance de leurs États d'origine. Le poids des grandes sociétés pétrolières ou des grandes entreprises d'armement étasuniennes dépend directement de la puissance politique des États-Unis, du rôle du dollar, de leur suprématie militaire. Si la souveraineté des États dominés est de plus en plus fictive, celle des puissances dominantes se porte bien, comme l'illustre le refus étasunien de ratifier le protocole de Kyoto ou de s'associer à une institution pénale internationale, comme l'illustrent aussi les mesures protectionnistes de soutien à l'agriculture ou à la sidérurgie. Selon la fameuse définition schmittienne de la souveraineté – est souverain celui qui décide de l'état d'exception – les États-Unis sont plus souverains que jamais. Au sein même de l'Union européenne, les fusions et concentrations de firmes capitalistes visent davantage la constitution de « champions nationaux » dans l'automobile, les banques, les assurances, etc., que de « champions européens » (sauf

dans certains secteurs de pointe comme l'espace).

Les idéologues néoconservateurs parlent aujourd'hui sans complexe et positivement d'impérialisme, alors que le terme était pratiquement abandonné et considéré comme obsolète par la gauche officielle et respectueuse. Robert Kagan revendique ainsi avec fierté « la douce influence impériale de l'Amérique ». Peter Rosen revendique le droit pour les États-Unis de « maintenir l'ordre impérial ». Le conseiller personnel de Tony Blair, Robert Cooper vante les bienfaits d'un nouvel « impérialisme libéral » qui aurait pour vocation « d'apporter l'ordre et l'organisation, de transmettre ses lois, de fournir à ses citoyens un peu d'argent et de leur construire quelques routes ». Conseiller de George W. Bush, Richard Haass recommandait dès 2000 aux États-Unis de « redéfinir leur rôle, passant d'un Etat-nation traditionnel à une puissance impériale ». Il disait préférer l'adjectif « impérial » à celui « d'impérialiste », dans la mesure où ce dernier comporte une idée d'exploitation à des fins commerciales et de contrôle territorial, alors qu'il s'agit désormais « d'étendre le contrôle impérial informellement si possible et formellement si nécessaire » (cité par John Bellamy Foster, *Monthly Review*, mai 2003). Les bases militaires étasuniennes ou celles de l'Otan sont installées dans plus de cinquante pays.

### **L'Empire contre-attaque. L'impérialisme est de retour. La recolonisation du monde est en marche.**

Si la discussion des thèses de Hardt et de Negri dans *Empire* se limitait à une question terminologique (impérialisme ou empire), il n'y aurait pas matière à controverse. Il suffirait de s'entendre sur la chose et de s'accorder sur les mots. Le problème, c'est que l'Em-

pire, stade suprême ou ultime de l'impérialisme, revêt chez eux un sens progressiste : « L'Empire représente un progrès de la même manière que le capitalisme selon Marx constituait un progrès par rapport aux formes sociales et aux modes de production antérieurs. » Dans cette perspective, le cours belliciste de Washington qui aboutit à l'invasion de l'Irak a été interprété comme « un tournant régressif par rapport à la tendance impériale » ou comme « un coup d'État du vieil impérialisme » contre l'émergence de l'Empire cosmopolite. La conclusion pratique est alors logique : il conviendrait d'examiner « les alliances possibles avec l'aristocratie impériale réformiste » (Toni Negri, *Manifesto*, 14 septembre 2002). Il était juste, pour les mouvements anti-guerre, d'utiliser les contradictions interimpérialistes entre la France, l'Allemagne, les États-Unis, et d'exiger l'usage du droit de veto à l'Onu ; il serait faux d'oublier en revanche qu'il s'agit de conflits d'intérêts entre impérialismes stratégiquement alliés mais rivaux, ainsi que l'illustre la concurrence entre la France et les États-Unis au Qatar ou dans le golfe de Guinée.

Selon les termes du grand débat classique sur l'impérialisme, le monde se trouve dans une situation de transition, entre « déjà plus » et « pas encore ». Les conflits interimpérialistes ne revêtent déjà plus la même forme que celle qui a débouché sur les deux guerres mondiales. Mais nous ne sommes pas encore dans le cadre d'une domination « ultra-impérialiste » ou « superimpérialiste » Selon le scénario ultra-impérialiste, imaginé naguère par Kautsky, l'interpénétration internationale des capitaux deviendrait telle que les divergences d'intérêt entre propriétaires de capitaux de différentes nationalités disparaîtraient complètement. Les thèses d'*Empire* s'inscrivent aujourd'hui dans cette perspective : « La subordination des an-

ciens pays coloniaux aux États-nations impérialistes, de même que la hiérarchie impérialiste des continents et des nations disparaissent : tout se réorganise en fonction du nouvel horizon unitaire de l'Empire » (Toni Negri, *Le Monde diplomatique*, janvier 2001). Selon le scénario du super-impérialisme, une puissance unique parviendrait à un tel degré d'hégémonie que les autres États impérialistes n'auraient plus aucune autonomie réelle et seraient réduites au rang de puissances subalternes mineures. Nous n'en sommes pas là. Et nous y sommes d'autant moins que l'hyper-puissance militaire américaine repose sur un socle économique fragile attesté par des déficits commerciaux (y compris dans les secteurs de haute technologie), budgétaires, et un endettement public et privé record.

D'où le caractère hybride de la domination mondiale alliant l'unilatéralisme décomplexé de la puissance étasunienne (« avec l'Onu si possible, sans l'Onu si nécessaire », disait déjà Madeleine Albright lors de l'intervention au Kosovo) et un multilatéralisme (du Conseil de sécurité, du G8, ou de l'Otan) pour la gestion de certaines crises.

L'une des visées de l'offensive étasunienne consiste précisément à entraver le renforcement d'un impérialisme européen pour éviter qu'à terme l'euro ne devienne une monnaie de réserve concurrente du dollar, à la manière dont le dollar a pris dans les années vingt la relève de la livre. Nous en sommes encore loin. Mais chaque crise est l'occasion de mettre l'Union européenne devant le choix d'une alliance transatlantique (incarnée par la politique britannique), l'Union européenne restant alors un espace commercial et monétaire gélatineux ; ou d'un pas qualitatif en direction d'une Union politique et militaire improbable. Dans les deux cas, celui d'un partenariat ren-

forcé ou celui d'une rivalité accrue entre Dollarland et Eurolandia, l'Union européenne est mise au défi d'investir davantage dans les budgets de défense. C'est l'injonction que lui ont adressée récemment Madeleine Albright et John Schlesinger, dans une lettre signée de cinquante personnalités américaines, tant démocrates que républicaines, pour un « nouveau partenariat transatlantique » (*Le Monde*, 15 mai 2003).

Si la caractéristique dominante des relations internationales demeure marquée par la concurrence interimpérialiste, les modalités de cette concurrence ont donc évolué. Ainsi, la suprématie de l'impérialisme dominant repose au contraire sur sa capacité à drainer un flux permanent de capitaux nécessaires pour financer et reproduire les bases technologiques de sa domination. Il s'agit, comme le souligne François Chesnais, d'un impérialisme prédateur plutôt que parasitaire. Si, d'autre part, la concurrence interimpérialiste ne peut pas se résoudre par un affrontement militaire direct, comme en 1914 ou en 1939, du fait du rôle des armes de destruction massive, leur affrontement indirect ou oblique est incessant, sous la forme des interventions préventives ou des conflits armés endémiques à la périphérie pour le partage des zones d'influence.

Le lien organique entre l'accumulation impérialiste du capital, l'économie de guerre et le militarisme, bien mis à jour par Rosa Luxemburg dans *L'Accumulation du capital*, est plus réel que jamais : alors que « la théorie libérale bourgeoise ne veut voir que la concurrence pacifique, les merveilles de la technique, et l'échange de marchandises, elle sépare ainsi l'analyse économique du capital de son envers, celui des coups de force présentés comme des incidents plus ou moins fortuits de la politique étrangère ; en réalité la violence politique est

elle aussi l'instrument et le véhicule du processus économique.» La traduction pratique en est aujourd'hui le budget de défense étasunien, qui dépasse les 400 milliards de dollars annuels, alors que la conférence de Barcelone sur le sida réclamait 10 milliards en cinq ans pour lutter contre l'épidémie et qu'un budget de 10 milliards permettrait de résoudre à court terme les besoins en eau potable d'une bonne partie de la planète.

L'ancien et le nouveau se conjuguent dans les mécanismes du nouvel impérialisme. Le rôle des États nationaux est affaibli (inégalement, selon qu'il s'agit des pays dominés ou dominants). Il est loin d'être aboli. Des éléments de gouvernance globale émergent certes à travers les institutions financières, commerciales, judiciaires internationales, mais la part dominante (à 90 %) du droit international reste celle des traités ; autrement dit d'un droit interétatique dont les dispositions doivent être ratifiées par les États nationaux. Les revendications de souveraineté démocratique ou populaire, dans les pays dominés, ne sont pas caduques. On peut le vérifier concrètement avec la revendication en Irak du départ des troupes d'occupation ou avec la revendication du contrôle des ressources naturelles, notamment dans les pays producteurs de pétrole. Si la plupart de ces pays, notamment dans le monde arabo-musulman, sont gouvernés par des dictatures militaires ou dynastiques, ce n'est pas en raison d'une fatalité culturelle, mais parce que la sécurité des approvisionnements et des routes énergétiques s'accommoderait mal de régimes réellement démocratiques.

Victor Hugo écrivit jadis, à propos de la campagne de Russie, que l'empire napoléonien périt « victime de ses conquêtes ». Certains auteurs, comme Wallerstein, pronostiquent aujourd'hui un sort comparable pour l'empire

étasunien. Le fardeau de l'ordre impérial risque en effet de peser de plus en plus lourd sur une économie fragile. Le divorce entre la suprématie militaire étasunienne et la relative faiblesse de sa base économique est l'une des contradictions de la situation. De nombreux auteurs ont souligné cette fragilité. La puissance étasunienne vit à crédit, à coups de déficits budgétaires et commerciaux records (y compris dans le secteur des technologies de pointe) et surfe sur un océan de dettes privées et publiques. Jusqu'à quand ?

C'est d'ailleurs une raison pour laquelle la lettre Albright-Schlesinger place les dirigeants européens devant le « double bind » d'augmenter leurs dépenses militaires s'ils veulent rester un partenaire majeur des États-Unis comme s'ils veulent devenir un rival crédible.

Il est possible de prévoir que ces contradictions vont s'intensifier. En revanche, il serait hasardeux de pronostiquer leur dénouement sur la base d'analogies historiques (fussent-elles poétiques). Comme le disait fort bien Gramsci, on ne peut prévoir que la lutte. Le dénouement, lui, est incertain. C'est ce qui rapproche le travail de la taupe révolutionnaire de l'injonction (chez saint Augustin) de « travailler pour l'incertain ».

Il convient cependant de souligner certaines caractéristiques des guerres présentes et futures qui rendent plus tragique que jamais la course de vitesse contre la barbarie. Les guerres aussi ont leur histoire, des guerres dynastiques à la guerre totale, en passant par les guerres nationales ou populaires. Aujourd'hui, la guerre sans frontières, globale ou absolue ? La guerre sans limites spatiales ou temporelles annoncée par George Bush contre un ennemi (appelé terrorisme) déterritorialisé et désétatisé, invisible et insaisissable.

Cette guerre « préventive » s'affranchit

ouvertement des contraintes du droit international. Elle est asymétrique, non seulement en vertu de l'inégalité des armements et des moyens en présence, mais également du point de vue de son coût humain : 135 morts américains en un mois de campagne en Irak (dont une partie par des « bavures » entre soldats de la coalition), alors que les morts irakiens sont des morts qui ne comptent pas et qu'on ne compte même plus. Cette asymétrie change tendanciellement le sens de la guerre en abolissant la réciprocité du risque encouru, qui faisait de l'affrontement militaire et de la lutte à mort un ultime recours pour la résolution d'un conflit. L'asymétrie banalise la guerre en la réduisant à une descente punitive. La « police », au sens que lui donnait Michel Foucault (ou Jacques Rancière), remplace ainsi la politique dans la gestion des affaires du monde.

Cette guerre globale ne pouvant plus être menée au nom d'un droit international interétatique encore encombré par la notion ambiguë de souveraineté, on (Tony Blair, Daniel Cohn-Bendit, Bernard Kouchner) a rebaptisé la guerre, « guerre éthique » ou « guerre humanitaire », légitimant ainsi par une rhétorique orwellienne le droit du plus fort. Ne pouvant invoquer le droit, trop ouvertement bafoué, on guerroie au nom de « valeurs supérieures » et on s'arroge ainsi le droit de tracer, unilatéralement, une nouvelle frontière entre l'humain et le non-humain. L'autre est banni de l'humaine condition, bestialisé, désigné comme « monstre ». Lorsque cinq soldats américains furent capturés aux premiers jours de la campagne d'Irak, le *Sun* britannique a titré en gras à la une : « Aux mains des sauvages ». C'est le vocabulaire de la recolonisation. Si l'ennemi n'est plus un ennemi, mais un animal, il peut être traité comme tel. La preuve par Guantanamo : des prisonniers « déter-

ritorialisés» qui ne relèvent plus d'aucun statut de droit (ni le droit étasunien, ni les conventions de Genève), qui n'existent plus juridiquement, qui sont tout simplement en exil d'humanité.

La puissance impériale a-t-elle franchi le seuil à partir duquel elle devient irrésistible? Pas de pouvoir, si absolu soit il, qui ne suscite en réaction des points de résistance. La journée mondiale contre la guerre du 15 février 2003 est une sorte de «première», la preuve pratique de la mondialisation d'en-bas.

Il était clair que l'année 2001 marquerait un tournant. Après le Forum social européen de Florence (novembre 2002) la presse bienpensante s'est inquiétée d'une politisation et d'une radicalisation du mouvement, en attribuant la responsabilité (comme toujours) à un complot néocommuniste et trotskiste. C'était stupide. Pas besoin de complot, de conspiration, de chef d'orchestre pour se politiser quand, dans la même année, la faillite d'Enron symbolise celle de la nouvelle économie, la débâcle argentine illustre la barbarie de l'ordre néolibéral, et le président Bush décrète la guerre planétaire.

La guerre, ça politise. Et ça fâche. Il n'était pas évident que le mouvement altermondialiste aborderait uni cette épreuve. Pourtant à Porto Alegre comme à Florence, la lutte contre la guerre impériale s'est inscrite tout naturel-

lement au cœur de la mobilisation. Les manifestants n'avaient pas lu Rosa Luxemburg, mais le lien entre la marchandisation du monde et le nouveau militarisme impérial leur est apparu évident. Un autre monde est nécessaire. Reste à le rendre effectivement possible. On ne peut prévoir que la lutte... Quant à l'issue...

Sur le plan idéologique, cette nouvelle conjoncture mondiale, encore difficile à déchiffrer, sonne probablement le glas des rhétoriques postmodernes qui ont accompagné la contre-réforme libérale triomphante des années quatre-vingt. Qui se souvient des prophéties de Fukuyama sur la fin de l'histoire, alors que l'histoire se rebiffe? Jean Baudrillard a vu dans l'attentat du 11 septembre 2001 à Manhattan, l'accomplissement de «l'événement pur», défiant «non seulement la morale, mais toute forme d'interprétation». L'entendement politique, muet de fascination devant le spectacle absolu, n'aurait plus qu'à se taire.

Plus lucide que nos contemporains, le vieux Balzac savait pourtant déjà que «l'événement absolu n'existe pas», si ce n'est sous la forme théologique du miracle. Dans l'histoire, il y a toujours un avant et un après, des raisons et des déraison, des causes et des conséquences, une intelligibilité stratégique de l'événement. En dépit de la virtualisation du monde, les souffrances et les morts ne relèvent pas du si-

mulacre. Le réel se venge de la simulation. La loi de la valeur sanctionne le délire des signes et renvoie les monnaies de singe dans la corbeille des vieux papiers.

Qu'un autre monde soit (de plus en plus) nécessaire et (peut-être) possible, un nombre croissant de paysans, de travailleurs, de femmes, de jeunes, de «refusés du monde» s'en convainquent chaque jour. La question posée désormais est plutôt: Lequel? Et comment?

Face à l'offensive libérale des années quatre-vingt, après les défaites chilienne, portugaise, nicaraguayenne, après la transition pactée en Espagne, après les désastreux compromis historiques en Italie ou en France, après les déceptions iranienne, polonaise, sud-africaine, le débat stratégique était ramené à son degré zéro.

Avec le nouveau cycle d'expériences ouvert par l'insurrection zapatiste de 1994, par l'hiver gréviste de 1995 en France, par les manifestations de Seattle, Gênes, Porto Alegre, Florence, il renaît de ses cendres. Plusieurs livres récents en sont un signe. À nous de prouver que nous sommes capables de le mener dans le respect du pluralisme nécessaire, mais sans céder à une politesse consensuelle où tous les chats deviendraient gris, sans être pour autant capables d'attraper la moindre souris.

Avril 2003